

Université de Genève, 66 Boulevard Carl-Vogt, 1205 Genève. Tél : 022 379 06 46 | Web : www.unige.ch/sysener

SÉMINAIRE ÉNERGIE – ENVIRONNEMENT Conférences 2024 - 2025

Nouvelle loi sur l'énergie: de la genèse à la mise en œuvre

Lisa Mazzone

Les Vert-e-s suisses

Jeudi 17 octobre à 17h15

Université de Genève 66 Boulevard Carl-Vogt, 1205 Genève Salle 1 (rez-de-chaussée)

Conférence en présentiel suivie d'un apéritif

Diffusion en direct avec Zoom: https://unige.zoom.us/j/65489922494

ID de réunion : 654 8992 2494 **Code secret** : 145256

Ces informations sont disponibles sur notre site www.unige.ch/sysener

L'oratrice

Lisa Mazzone a suivi une formation littéraire (français-latin), a été rédactrice dans plusieurs journaux locaux et associatifs, puis coordinatrice et chargée de projets chez PRO VELO Genève jusqu'à 2016.

Elle commence son parcours politique comme Conseillère municipale du Grand-Saconnex (2011-2013), puis est élue Députée au Grand Conseil genevois (2013-2015), Conseillère nationale en tant que benjamine (2015-2019), et enfin Conseillère aux États, où elle a notamment été membre de la commission de l'énergie (2019-2023).

Elle a été Présidente des Vert-e-s genevois-es (2014-2016), Vice-Présidente des Vert-e-s suisses (2015-2019), et est depuis cette année Présidente des Vert-e-s suisses.

La conférence

La loi sur l'électricité a été plébiscitée par près de 70% des votantes et votants en juin dernier. Pourtant, encore quelques mois avant de l'adopter, le parlement se déchirait sur des questions fondamentales, qui auraient pu porter un coup fatal à la transition énergétique. Au cœur des discussions se trouvaient la protection de la nature, le rôle de la Suisse au sein du réseau électrique européen et, partant, la place des importations, ainsi que les modèles de financement.

Un sujet était toutefois absent, après avoir été dès le début écarté à une large majorité: le retour du nucléaire. A l'heure de la mise en œuvre de la loi sur l'électricité, de nouveaux obstacles apparaissent, semblant répéter le débat parlementaire pourtant tranché par le corps électoral. Il s'agit évidemment du volte-face du Conseil fédéral sur la construction de nouvelles centrales nucléaires en Suisse et des attaques contre le droit de recours des associations environnementales.